

# TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE

MONTRÉAL

DOSSIER : **C-2022-5377-2** (20-1838-1)

LE 16 SEPTEMBRE 2024

---

**SOUS LA PRÉSIDENTE DE BENOIT MC MAHON,  
JUGE ADMINISTRATIF**

---

## **LA COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE**

C.

L'agente **KIM SAUVÉ**, matricule 421  
Membre du Service de police de Terrebonne

---

## **DÉCISION**

---

### **APERÇU**

[1] L'agente Kim Sauvé patrouille en solo dans les rues de Terrebonne. Sans destination ou itinéraire précis, son trajet fait en sorte qu'elle se retrouve derrière le véhicule conduit par monsieur Pierre-Marcel Monsanto, un résident de Terrebonne originaire d'Haïti.

[2] Après avoir enquêté sa plaque d'immatriculation, la policière le suit pendant un certain temps et décide de l'intercepter.

[3] L'interaction qui s'ensuit est filmée et est à l'origine des trois chefs de la citation déposée par la Commissaire à la déontologie policière. On reproche essentiellement à l'agente Sauvé d'avoir posé des actes fondés sur la couleur de monsieur Monsanto, d'avoir abusé de son autorité en le menaçant ou en l'intimidant, et d'avoir fait défaut de préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction en refusant de s'identifier.

[4] Le Tribunal décide que l'agente Sauvé ne s'est pas comportée de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction en refusant de s'identifier auprès de monsieur Monsanto. Elle n'a pas commis les autres inconduites reprochées.

### **Remarques préliminaires**

[5] Cette citation fait suite à l'une des plaintes portées par monsieur Monsanto à l'endroit de plusieurs policiers du Service de police de Terrebonne (SPT). Afin que le Tribunal puisse avoir une vue d'ensemble de la situation, toutes les citations reliées à ces plaintes furent assignées au soussigné.

[6] Aussi, dans le même objectif, la rédaction des motifs dans ces affaires a été suspendue, le temps que le Tribunal entende la plupart des audiences impliquant monsieur Monsanto et les policiers cités.

[7] à ce jour, une seule de ces audiences n'est toujours pas entendue. En tenant compte de l'intérêt des parties à recevoir une décision dans les affaires qui sont maintenant terminées, le Tribunal a décidé de rendre ses motifs dans celles-ci.

### **CONTEXTE**

[8] Le 31 juillet 2019, monsieur Monsanto circule à Terrebonne sur la rue Montée Masson au volant d'un camion GMC Envoy 2003. Le véhicule est au nom de madame Nahomie Domond, sa conjointe à l'époque. Le couple demeure à la même adresse. Parce qu'il s'est fait intercepter à quelques reprises par la police, monsieur Monsanto a fait l'acquisition d'une paire de lunettes capables de filmer et d'enregistrer le son.

[9] Arrivé à l'intersection du boulevard des Seigneurs et de la rue Montée Masson<sup>1</sup>, il s'immobilise au feu rouge et aperçoit une autopatrouille qui s'arrête en face de lui, mais quelque peu de biais, à sa gauche, sur le boulevard des Seigneurs. L'autopatrouille attend que sa lumière passe au vert afin de tourner à droite sur la rue Montée Masson Sud. Monsieur Monsanto veut aussi aller dans cette direction. Il tourne à gauche quand la signalisation le lui permet et passe devant l'autopatrouille en traversant l'intersection.

[10] L'agente Sauvé est au volant de l'autopatrouille. Elle voit un homme de race noire à bord d'un camion qui passe devant elle et qui s'engage sur la rue Montée Masson vers le sud. En tournant à droite, elle enquête la plaque du Envoy. Elle apprend rapidement,

---

<sup>1</sup>   cette intersection, la rue Montée Masson continue vers le sud.

en vérifiant au Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ) à 9h 53min 07s<sup>2</sup>, que le camion est au nom de madame Domond.

[11] Après avoir effectué d'autres recherches en suivant monsieur Monsanto qui circule toujours sur la rue Montée Masson, elle apprend que, outre le permis de madame Domond, les permis de conduire de deux hommes sont associés à son adresse. Le permis de monsieur Monsanto, qui est né en 1977, y figure, mais aussi celui d'un autre homme, né en 1959. Ce dernier permis de conduire est annulé.

[12] Étant persuadé qu'il se fera intercepter par l'autopatrouille, monsieur Monsanto sort ses lunettes et commence à filmer la scène. Une portion de la vidéo montre l'autopatrouille qui s'approche du Envoy. L'agente Sauvé l'intercepte à 9h 54min 54s<sup>3</sup>.

[13] L'agente Sauvé se présente à la fenêtre de monsieur Monsanto, mais celui-ci vient tout juste de la lever, ne laissant qu'environ deux pouces d'ouverture. Il agit ainsi, car il ne fait pas confiance à la police. De plus, sa vitre est parsemée de résidus de colle noirs, car elle était auparavant teintée. L'agente Sauvé lui dit bonjour, puis lui demande à plus d'une reprise de la baisser en lui répétant qu'elle ne peut le voir, mais monsieur Monsanto n'obtempère pas. Voyant son refus, l'agente Sauvé demande à monsieur Monsanto s'il veut être arrêté pour entrave et le somme à nouveau d'obtempérer.

[14] Après avoir obtenu le permis de conduire, le certificat d'immatriculation et la preuve d'assurance de monsieur Monsanto, l'agente Sauvé retourne dans son véhicule pour faire les vérifications d'usage. Constatant que tout est en ordre, elle revient auprès de monsieur Monsanto et glisse les documents dans la fente de la fenêtre. Celui-ci ouvre alors sa portière et demande le numéro de matricule de la policière. En revenant vers le camion, l'agente amorce un échange avec monsieur Monsanto mais refuse de donner son numéro de matricule. Monsieur Monsanto aperçoit alors le nom de l'agente sur sa plaquette nominative qu'elle arbore sur son uniforme et met fin au court échange. L'agente quitte alors les lieux, sans avoir pu informer monsieur Monsanto des motifs de son interception. Aucun constat d'infraction ne lui sera remis.

[15] Le Tribunal devra répondre aux questions suivantes :

L'interception de monsieur Monsanto du 31 juillet 2019 par l'agente Sauvé a-t-elle été, consciemment ou non et dans une quelconque mesure, fondée sur la race ou la couleur du conducteur ?

L'agente Sauvé a-t-elle abusé de son autorité en menaçant ou en intimidant monsieur Monsanto ?

L'agente Sauvé a-t-elle fait défaut de préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction en refusant de s'identifier auprès de monsieur Monsanto ?

---

<sup>2</sup> Pièce P-7.

<sup>3</sup> Pièce P-4.

## ANALYSE

L'interception de monsieur Monsanto du 31 juillet 2019 par l'agente Sauvé a-t-elle été, consciemment ou non et dans une quelconque mesure, fondée sur sa race ou sa couleur ?

### Le profilage racial

[16] On reproche à l'agente Sauvé d'avoir posé des actes fondés sur la race ou la couleur de monsieur Monsanto, contrairement à l'article 5 du *Code de déontologie des policiers du Québec*<sup>4</sup> (Code). Cet article prévoit ce qui suit :

« 5. Le policier doit se comporter de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction.

Notamment, le policier ne doit pas :

[...]

4° poser des actes ou tenir des propos injurieux fondés sur la race, la couleur, le sexe, l'orientation sexuelle, la religion, les convictions politiques, la langue, l'âge, la condition sociale, l'état civil, la grossesse, l'origine ethnique ou nationale, le handicap d'une personne ou l'utilisation d'un moyen pour pallier cet handicap ;

[...] »

[17] Cette faute déontologique est inspirée de l'article 10 de la *Charte des droits et libertés de la personne*<sup>5</sup> (Charte) en ce qui concerne les motifs de discrimination<sup>6</sup>. Elle vise à interdire et sanctionner toute forme de discrimination fondée, en l'occurrence, sur la race ou la couleur<sup>7</sup>.

[18] C'est en 2015 que la Cour suprême du Canada a, pour la première fois, défini le concept du profilage racial. Voici ce dont il s'agit :

« [33] [...]

---

<sup>4</sup> RLRQ, c. P-13.1, r. 1.

<sup>5</sup> RLRQ, c. C -12.

<sup>6</sup> Cet article prévoit ce qui suit :

« 10. Toute personne a droit à la reconnaissance et à l'exercice, en pleine égalité, des droits et libertés de la personne, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, l'identité ou l'expression de genre, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge sauf dans la mesure prévue par la loi, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

Il y a discrimination lorsqu'une telle distinction, exclusion ou préférence a pour effet de détruire ou de compromettre ce droit ».

<sup>7</sup> *Dowd c. Beaulieu-Dulac*, 2021 QCCQ 4286 (CanLII), par. 45.

Le profilage racial désigne toute action prise par une ou des personnes en situation d'autorité à l'égard d'une personne ou d'un groupe de personnes, pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public, qui repose sur des facteurs d'appartenance réelle ou présumée, tels la race, la couleur, l'origine ethnique ou nationale ou la religion, sans motif réel ou soupçon raisonnable, et qui a pour effet d'exposer la personne à un examen ou à un traitement différent.

Le profilage racial inclut aussi toute action de personnes en situation d'autorité qui appliquent une mesure de façon disproportionnée sur des segments de la population du fait, notamment, de leur appartenance raciale, ethnique ou nationale ou religieuse, réelle ou présumée. »<sup>8</sup> (Soulignements du Tribunal).

[19] Le profilage racial se rattache principalement à la motivation des agents de police. Il se produit lorsque la race ou les stéréotypes raciaux concernant la criminalité ou la dangerosité sont dans une quelconque mesure utilisés, consciemment ou inconsciemment, dans la sélection des suspects ou le traitement des individus<sup>9</sup>. Dans une situation où la décision du policier est motivée par des considérations raciales, il n'y aura aucun soupçon raisonnable ou motif raisonnable. La décision constitue du profilage racial<sup>10</sup>.

[20] Un test en trois étapes a été élaboré par les tribunaux afin d'analyser les allégations de profilage racial. La procureure de la Commissaire doit prouver les éléments suivants afin d'établir une preuve prépondérante de profilage racial :

- 1 Monsieur Monsanto est membre (ou perçue comme membre) d'un groupe caractérisé par un motif interdit de discrimination ;
- 2 Il a été l'objet, dans l'exercice d'un droit protégé par la loi, d'un traitement différencié ou inhabituel de la part de l'agente Sauvée, une personne en situation d'autorité ;
- 3 Un motif interdit de discrimination a été l'un des facteurs ayant mené l'agente Sauvée à appliquer ce traitement.

[21] Le policier cité, peut, à son tour, tenter de démontrer, également par prépondérance de la preuve, que son comportement est permis par une exemption prévue en matière de droits de la personne, par la jurisprudence ou justifié par les circonstances<sup>11</sup>.

---

<sup>8</sup> *Québec (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse) c. Bombardier Inc. (Bombardier aéronautique Centre de formation)*, 2015 CSC 39 (CanLII), par. 33.

<sup>9</sup> *R. c. Le*, 2019 CSC 34 (CanLII), par. 76.

<sup>10</sup> *R. c. Dorfeuille*, 2020 QCCS 1499 (CanLII), par. 45.

<sup>11</sup> *Dowd c. Beaulieu-Dulac*, précitée, note 7, par. 63.

[22] La preuve du profilage racial est difficile à faire<sup>12</sup>. Un policier admettra rarement avoir agi d'une façon discriminatoire à une quelconque étape de son intervention. De plus, puisque le profilage racial peut être le résultat de biais inconscients, le policier peut croire, à tort, que ses actions sont tout à fait justifiées, mais se livrer tout de même à cette pratique discriminatoire dans des circonstances données.

[23] Dans une affaire où le profilage racial est soulevé, le Tribunal doit donc évaluer l'ensemble des circonstances entourant l'intervention policière en question<sup>13</sup> et tirer les inférences raisonnables du portrait général révélé par la preuve circonstancielle, à la lumière de la connaissance d'office au sujet du profilage racial<sup>14</sup>. Chaque cas est un cas d'espèce, jugé selon son propre mérite. Aussi, puisque la faute déontologique est individuelle et qu'elle doit être caractérisée, le caractère collectif de sa perpétration n'est pas pris en considération<sup>15</sup>.

[24] La preuve du profilage racial étant souvent indicielle, les tribunaux doivent être à l'affût d'indicateurs leur permettant de tirer ou non une inférence que les actions des policiers étaient motivées par des considérations raciales, et ce, consciemment ou non.

[25] La jurisprudence identifie certains de ces indicateurs : interventions (poursuites, interpellations, arrestations, détentions, etc.) effectuées sans motif raisonnable, ou de manière excessive compte tenu des circonstances<sup>16</sup>; intransigeance d'un agent de police, questionnement intrusif ou acharnement policier lors d'une interception de routine<sup>17</sup>, propos racistes, accusations superflues ou inutiles, etc. Pour un agent au volant d'un véhicule de patrouille, faire un virage en U sans motif réel après avoir constaté la couleur de peau du conducteur avant de l'intercepter peut aussi constituer un indice de profilage racial<sup>18</sup>.

---

<sup>12</sup> Le lien entre le traitement différencié et la race ou la couleur du plaignant s'avère particulièrement difficile à prouver.

<sup>13</sup> *Peart v. Peel Regional Police Services*, 2006 CanLII 37566 (ON CA), par. 95, demande d'autorisation d'appel à la Cour suprême du Canada rejetée, 29 mars 2007, n° 31798.

<sup>14</sup> *R. c. Dorfeuille*, précitée, note 10, par. 55. Voir aussi *R. v. Brown*, 2003 CanLII 52142 (ON CA), par. 44.

<sup>15</sup> Mario Goulet, *Le Droit disciplinaire des corporations professionnelles*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 1993, p. 47.

<sup>16</sup> *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Rezko) c. Montréal (Service de police de la ville de) (SPVM)*, 2012 QCTDP 5 (CanLII), par. 183, requête pour permission d'appeler rejetée, *Chartrand c. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse*, 2012 QCCA 1501 (CanLII).

<sup>17</sup> *Radek v. Henderson Development (Canada) and Securiguard Services (No. 3)*, 2005 BCHRT 302 (CanLII), par. 471; voir aussi *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Rezko) c. Montréal (Service de police de la ville de) (SPVM)*, précitée, note 21, par. 183.

<sup>18</sup> *Luamba c. Procureur général du Québec*, 2022 QCCS 3866 (CanLII), par. 363, appel pendant à la Cour d'appel (500-09-030301-220).

[26] La preuve du traitement différencié peut se faire par la démonstration que, dans des situations similaires, les individus généralement non profilés ne subissent pas le même traitement que les membres, réels ou présumés, de groupes qui le sont<sup>19</sup>.

[27] Comme nous l'avons vu, le contexte social fait partie de la preuve circonstancielle dont le Tribunal peut tenir compte. Le phénomène du profilage racial par les forces policières du pays est suffisamment documenté et connu pour que les tribunaux puissent en prendre connaissance d'office<sup>20</sup>. Dans l'arrêt *R. c. Le*, la Cour suprême reconnaît d'ailleurs « l'existence d'un nombre disproportionné d'interventions policières auprès des collectivités racialisées et à faible revenu »<sup>21</sup>. Aussi, il importe de rappeler que l'analyse s'effectue à chaque étape de l'intervention policière et qu'elle doit être individualisée<sup>22</sup>.

[28] Finalement, l'analyse d'une allégation de profilage racial doit aussi tenir compte de la mission des agents de police, car ceux-ci doivent maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique, prévenir et réprimer le crime et, selon leur compétence respective, les infractions aux lois ou aux règlements pris par les autorités municipales, et en rechercher les auteurs<sup>23</sup>. Cette mission les place en constante interaction avec les citoyens, dans diverses situations et dans des conditions évolutives. Dans la réalisation de cette mission, le policier peut et doit souvent s'adresser aux citoyens et leur poser des questions<sup>24</sup>.

[29] Ce n'est que dans les cas où le policier agit sans motif réel ou soupçon raisonnable à l'endroit d'une personne pour des raisons de sûreté, de sécurité ou de protection du public et qu'il la soumet à un traitement différencié en raison de sa race ou de sa couleur qu'il y aura profilage racial.

[30] Ajoutons qu'il est toujours loisible au décideur de conclure qu'une chose qui arrive souvent ne s'est pas, dans les faits, produite dans l'affaire dont il est saisi<sup>25</sup>. Ainsi, la perception du plaignant selon laquelle le policier l'a intercepté en raison de sa couleur ou sa race ne peut, à elle seule, justifier la conclusion d'un acte de profilage racial. La Commissaire doit présenter des éléments de preuve objectifs et factuels afin d'étayer cette allégation.

[31] Passons maintenant à l'analyse du test en trois étapes.

---

<sup>19</sup> *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Rezko) c. Montréal (Service de police de la ville de) (SPVM)*, précitée, note 16, par. 183.

<sup>20</sup> *Commission des droits de la personne et de la jeunesse (DeBellefeuille) c. Ville de Longueuil*, 2020 QCTDP 21 (CanLII), par.159.

<sup>21</sup> *R. c. Le*, précitée, note 9, par. 97.

<sup>22</sup> *Dowd c. Beaulieu-Dulac*, précitée, note 7, par. 58-59.

<sup>23</sup> *Loi sur la police*, RLRQ c. P-13.1., art. 48, al. 1.

<sup>24</sup> *R. c. Grant*, 2009 CSC 32 (CanLII), par. 37.

<sup>25</sup> *R. c. Le*, précitée, note 9, par. 80.

[32] Il ne fait pas de doute que monsieur Monsanto, un homme d'origine haïtienne, est un membre d'un groupe caractérisé par un motif interdit de discrimination. Bien sûr, l'agente Sauvé était en situation d'autorité à son endroit.

[33] Toutefois, la preuve administrée à l'audience ne démontre pas de façon prépondérante que l'agente Sauvé est intervenue auprès de monsieur Monsanto, même inconsciemment, en raison de sa race ou de sa couleur, et ce, à une quelconque étape de son intervention. Au contraire, la preuve suggère plutôt qu'elle avait un motif réel pour intervenir auprès de lui.

[34] D'abord, il n'est pas contredit que c'est par pur hasard que l'agente Sauvé s'est retrouvée à l'intersection du boulevard des Seigneurs et de la rue Montée Masson, au même moment que monsieur Monsanto. Selon monsieur Monsanto, elle arrive à l'intersection quelques secondes après lui. Aussi, l'agente Sauvé n'a pas d'autre choix que de tourner à droite sur la rue Montée Masson, car la voie sur laquelle elle se trouve est réservée à cette fin. C'est aussi par hasard que monsieur Monsanto passe devant la policière avant qu'elle tourne à droite dans la même direction, car sa lumière change au vert avant celle de l'agente Sauvé. Elle n'a donc pas changé de direction pour suivre monsieur Monsanto après avoir constaté qu'il était de race noire.

[35] C'est donc à travers le paysage urbain ordinaire, par hasard, que l'agente Sauvé semble avoir ciblé le véhicule de monsieur Monsanto. En outre, son témoignage voulant qu'elle n'ait pas pu estimer l'âge du conducteur dans les circonstances qu'elle décrit est plausible, puisque la preuve a démontré que les vitres des portières avant du véhicule étaient obstruées.

[36] L'agente Sauvé explique ensuite qu'elle enquête la plaque de monsieur Monsanto en tournant sur la rue Montée Masson. Ici, notons que la policière n'a pas à avoir de motifs raisonnables pour agir ainsi, et que cette action ne compromet pas les droits de monsieur Monsanto<sup>26</sup>. Il ne s'agit pas d'un traitement inhabituel, car l'agente témoigne qu'elle patrouille le secteur sans but précis à ce moment et qu'elle vérifie les plaques d'immatriculation de façon aléatoire<sup>27</sup>. Rien ne permet de rejeter cette affirmation, qui n'est par ailleurs pas contredite.

[37] Aussi, la policière n'intervient pas immédiatement quand elle constate que c'est un homme qui conduit le Envoy, alors qu'il appartient à une femme. Elle poursuit plutôt ses recherches et apprend par la suite que l'un des permis de conduire associés à l'adresse de madame Domond est annulé. Ce n'est qu'à ce moment qu'elle décide d'intercepter monsieur Monsanto, et la séquence de la journalisation du CRPQ corrobore son témoignage sur ce point<sup>28</sup>.

---

<sup>26</sup> *Peart v. Peel Regional Police Services*, précitée, note 13, par. 107.

<sup>27</sup> *Id.*

<sup>28</sup> Voir pièce P-7. L'agente Sauvé enquête la plaque du Envoy à 9h : 53min : 07s et intercepte le véhicule à 9h : 54min : 54s, après avoir reçu l'information concernant le permis annulé.

[38] Le Tribunal ne voit pas non plus d'indice de profilage racial ou de traitement différencié lorsque l'agente Sauvé se présente à la fenêtre de monsieur Monsanto. Tout indique qu'elle cherche à voir son visage et à interagir de façon sécuritaire et convenable avec lui afin d'effectuer son travail et l'identifier correctement. Rappelons ici que l'agente Sauvé sait à ce moment que l'un des permis de conduire associés à l'adresse de madame Domond est annulé.

[39] Sur la vidéo, l'agente Sauvé demeure polie, s'adresse à monsieur Monsanto en l'appelant monsieur et elle le vouvoie. En arrivant à la fenêtre, elle le salue et lui laisse du temps pour trouver ses papiers, car elle témoigne le voir chercher ses documents. Encore là, il n'y a rien d'inhabituel.

[40] La preuve vidéo démontre, de façon non équivoque, que l'agente Sauvé ne voit pas clairement le visage du conducteur du camion Envoy ou l'intérieur de l'habitacle. Elle témoigne que la vitre est sale et que le conducteur porte des lunettes fumées. Elle affirme à l'audience qu'à ce moment, elle veut voir son visage afin de l'identifier correctement. Or, sur la vidéo, l'agente Sauvé demande à sept reprises à monsieur Monsanto - dont quatre fois en ajoutant « s'il vous plaît » - de baisser sa fenêtre. Elle n'obtient pas de réponse. Elle lui répète qu'elle ne le voit pas. Elle pose ses mains sur la vitre et approche son visage en regardant dans le véhicule. Irrit e, elle lui demande s'il veut être arrêté pour entrave. Elle tente de comprendre le comportement de monsieur Monsanto, car elle lui demande pourquoi il réagit de la sorte. Elle témoigne ne jamais avoir vécu une telle situation à la suite d'une interception de routine.

[41] Rien ici ne démontre un traitement différencié. Le monologue auquel se livre la policière est exempt de considérations raciales. Il survient, selon toute probabilité, en raison du comportement de monsieur Monsanto, qui refuse toute interaction avec elle.

[42] Or, bien que l'attitude de monsieur Monsanto puisse s'expliquer par la crainte qu'il entretient face aux autorités policières, rien ne suggère que cette crainte soit le résultat du comportement de l'agente Sauvé à son endroit et la preuve administrée à l'audience ne démontre pas que l'agente Sauvé soit intervenue auprès de lui pour un motif oblique. Au contraire, tout indique qu'elle voulait plutôt confirmer la validité de son permis de conduire, une action justifiée dans les circonstances, compte tenu des informations dont elle disposait à ce moment et qui nécessitait une identification positive du conducteur<sup>29</sup>.

[43] Certes, il aurait été préférable que l'agente Sauvé indique immédiatement à monsieur Monsanto pourquoi elle l'avait intercepté plutôt que de lui demander de baisser sa fenêtre. Mais la légalité de cette partie de l'intervention de l'agente Sauvé n'est pas déterminante dans l'analyse que doit faire le Tribunal, car il doit plutôt se demander si la

---

<sup>29</sup> Art 636 du *Code de la sécurité routière*, RLRQ, c. C-24.2. Voir aussi *R. c. Ladouceur*, 1990 CanLII 108 (CSC), p. 1287.

race ou la couleur de monsieur Monsanto a influencé l'action policière<sup>30</sup>. Ici, rien ne permet d'inférer que la policière aurait agi différemment si une personne généralement non profilée avait agi comme monsieur Monsanto et le Tribunal accepte le témoignage de l'agente Sauvé voulant qu'elle désirait aussi voir son interlocuteur et l'habitacle du véhicule afin d'assurer sa sécurité<sup>31</sup>.

[44] De plus, pour les motifs reliés au chef 2 de la citation, l'allusion de l'agente Sauvé à la possibilité qu'elle arrête monsieur Monsanto pour entrave ne constitue pas, dans les circonstances de la présente affaire, un indice de profilage racial. Encore ici, le Tribunal conclut que c'est le comportement de monsieur Monsanto qui incite l'agente Sauvé à lui demander s'il veut être arrêté pour entrave. Il ne s'agit pas d'un traitement différencié, car la policière cherche toujours à convaincre le conducteur de baisser sa fenêtre afin d'interagir avec lui et l'identifier. Le Tribunal ne peut conclure que, dans des circonstances similaires, l'agente Sauvé aurait agi différemment en présence d'un conducteur ne faisant pas partie d'un groupe caractérisé par un motif interdit de discrimination.

[45] Notons, aussi, que l'agente Sauvé ne fait pas perdurer la détention de monsieur Monsanto, car elle lui remet ses documents dès qu'elle reçoit la confirmation que tout est en ordre. Aucun constat d'infraction ne lui est remis. Certes, les documents de monsieur Monsanto lui sont donnés dans l'ouverture de sa fenêtre, mais il ne s'agit pas non plus d'un traitement différencié fondé sur la race ou la couleur de monsieur Monsanto, celui-ci ayant manifesté, par son refus de baisser sa vitre et son silence, le désir de ne pas avoir de contact avec l'agente Sauvé.

[46] Les circonstances de cette affaire ne permettent pas au Tribunal d'inférer raisonnablement que l'agente Sauvé est intervenue auprès de monsieur Monsanto, à quelque étape de son intervention et même de façon inconsciente, en raison de sa race ou de sa couleur. Elle détenait un motif réel pour intervenir quand ses recherches ont démontré qu'un permis de conduire annulé était associé au véhicule. Par ailleurs, l'absence d'interaction entre monsieur Monsanto et l'agente Sauvé ne permet pas au Tribunal de déceler des indices de traitement différencié fondé sur un motif interdit de discrimination ou que les actions de la policière après l'interception étaient motivées par des motifs obliques.

L'agente Sauvé a-t-elle abusé de son autorité en menaçant ou en intimidant monsieur Monsanto ?

[47] L'article 6 du Code prévoit que le policier doit éviter toute forme d'abus d'autorité dans ses rapports avec le public. Il est établi depuis un certain temps maintenant que le

---

<sup>30</sup> *Dowd c. Beaulieu-Dulac*, précitée, note 7, par. 68 et 80 ; *Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (Mensah) c. Ville de Montréal (Service de police de la Ville de Montréal)*, 2018 QCTDP 5 (CanLII), par. 203.

<sup>31</sup> *R. c. Mellenthin*, 1992 CanLII 50 (CSC), p. 623.

geste que l'on prétend constitutif d'abus d'autorité doit être répréhensible, mauvais, immodéré ou excessif<sup>32</sup>. En outre, plusieurs décisions du Tribunal établissent que le simple fait d'informer un citoyen des conséquences de ses actes ne constitue pas des menaces ou de l'intimidation<sup>33</sup>. Aussi, en usant du sens usuel de ces mots, intimider signifie « inspirer de la crainte, de la peur » et menacer réfère à « chercher à intimider par des menaces<sup>34</sup> ».

[48] En considérant l'ensemble des circonstances de la présente affaire, le Tribunal conclut que les paroles prononcées par l'agente Sauvé à l'endroit de monsieur Monsanto, quoique maladroitement, ne constituaient pas des menaces ou de l'intimidation. Ses propos n'étaient pas non plus immodérés, répréhensibles ou mauvais au point de constituer un abus d'autorité.

[49] Rappelons ici que ce qui est reproché à l'agente Sauvé, c'est d'avoir dit à monsieur Monsanto : « Voulez-vous que je vous arrête pour entrave ? » Or, la policière lui pose cette question après lui avoir demandé clairement et poliment à quatre reprises de baisser sa vitre afin qu'elle puisse voir son visage. Plutôt que de l'arrêter, elle lui réitère sa requête à trois autres occasions, toujours sans succès. Rappelons aussi qu'il est manifeste que l'agente ne comprend pas le comportement de monsieur Monsanto, qui demeure silencieux, car elle lui demande quel est le problème et pourquoi il réagit de la sorte.

[50] De plus, l'agente Sauvé témoigne qu'elle a véritablement considéré la possibilité d'arrêter monsieur Monsanto, car selon elle, il entravait son travail en refusant de lui permettre de l'identifier. Or, elle avait de l'information crédible lui permettant de soupçonner que le permis de l'homme conduisant le Envoy pouvait être annulé. En lui demandant s'il voulait être arrêté pour entrave, l'agente Sauvé ne faisait qu'aviser le conducteur des conséquences possibles de son refus d'obtempérer à ses ordres. Elle tentait, du même souffle, de le convaincre de baisser sa vitre afin d'effectuer son travail en toute sécurité. Elle n'a pas abusé de son autorité.

[51] Certes, afin d'assurer le respect de normes élevées de conscience professionnelle et de service à la population, l'agente Sauvé aurait pu tenter de mieux expliquer à monsieur Monsanto qu'il risquait d'être arrêté car il entravait son travail. Mais la faute déontologique naît d'un comportement qui se situe en dessous du comportement acceptable. Un policier peut avoir une conduite qui s'éloigne du comportement souhaitable sans être inacceptable<sup>35</sup>. C'est le cas en l'espèce.

---

<sup>32</sup> Voir par exemple, *Vincente c. Simard*, 2006 QCCQ 16844 (CanLII), par. 100.

<sup>33</sup> Voir par exemple, *Commissaire à la déontologie policière c. Desrochers*, 2005 CanLII 59885 (QC TADP); *Commissaire à la déontologie policière c. Leblanc*, 2000 CanLII 22180 (QC TADP), *Commissaire à la déontologie policière c. Holmes*, 2000 CanLII 22185 (QC TADP); *Commissaire à la déontologie policière c. Blanchette*, 2000 CanLII 22171 (QC TADP).

<sup>34</sup> *Commissaire à la déontologie policière c. Leblanc*, précitée, note 33, p. 9.

<sup>35</sup> Voir, par exemple, *Ordre des architectes du Québec c. Duval*, 2003 QCTP 144 (CanLII).

L'agente Sauvé a-t-elle fait défaut de préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction en omettant ou en refusant de s'identifier auprès de monsieur Monsanto ?

[52] Le premier devoir du policier est prévu à l'article 5 du Code :

« 5. Le policier doit se comporter de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction [...] ».

[53] Cet article vise à préserver l'image du policier dans ses rapports avec le public<sup>36</sup>. On s'attend à ce que le policier maintienne des relations positives avec les citoyens pour préserver la confiance et la considération à l'égard des services de l'ordre. Il est donc du devoir du policier de respecter les gens, de présenter l'apparence d'une justice neutre, donc impartiale et de montrer des qualités d'honnêteté et d'intégrité, tout en ayant une conduite empreinte de modération et de retenue<sup>37</sup>.

[54] Le policier qui préserve, dans ses actions et sa conduite, la confiance et la considération du public qu'il sert contribue au maintien de la paix, de l'ordre et de la sécurité au sein de sa communauté. Comme le mentionne le Tribunal dans une décision récente :

« [24] La perception des citoyens à l'égard de la police est un aspect essentiel de la sécurité publique. Les policiers doivent pouvoir compter sur le soutien des citoyens et leur collaboration. Une relation de confiance pourra contribuer à réduire la criminalité en incitant les citoyens à signaler les crimes, à collaborer avec la police pendant les enquêtes, à l'appeler lorsqu'ils ont besoin d'aide, à respecter les lois et les ordonnances »<sup>38</sup>.

[55] Pour faciliter sa mise en œuvre et atteindre ses objectifs, le Code interdit au policier de refuser de s'identifier si une personne lui en fait la demande<sup>39</sup>. La norme de conduite est claire.

---

<sup>36</sup> *Commissaire à la déontologie policière c. Abel*, 2003 CanLII 57341 (QC TADP), par. 20.

<sup>37</sup> *Id.*, par. 21.

<sup>38</sup> *Commissaire à la déontologie policière c. Dupuis*, 2022 QCCDP 54 (CanLII), par. 24.

<sup>39</sup> Art 5 al. 2 du Code. Voir aussi *Gamache-Khoukaz c. Dowd*, 2019 QCCQ 8285 (CanLII), par. 52.

[56] Ici, la preuve vidéo<sup>40</sup> montre que l'agente Sauvé se dirige vers son autopatrouille après avoir remis les pièces à monsieur Monsanto en lui souhaitant une bonne journée. Celui-ci ouvre alors subitement la portière de son camion et demande à deux reprises à l'agente Sauvé de lui donner son numéro de matricule. Celle-ci revient donc vers lui et lui dit : « Vous voulez me parler maintenant ? ». Monsieur Monsanto lui demande à nouveau son numéro de matricule, ce à quoi la policière répond qu'elle ne lui donnera pas, sans pouvoir terminer sa phrase. Apercevant sa plaque nominative, monsieur Monsanto referme sa portière en disant : « OK, K. Sauvé, c'est beau. » et met ainsi un terme à l'échange. Le tout ne dure que quelques secondes.

[57] à l'audience, l'agente Sauvé témoigne qu'elle voulait d'abord expliquer à monsieur Monsanto les motifs de son interception avant de lui donner son numéro de matricule, mais qu'elle fut incapable d'expliquer ces motifs, en raison du refus de celui-ci d'interagir avec elle. Ici, rien ne permet de rejeter ce témoignage, car il est en grande partie corroboré par la preuve vidéo.

[58] Mais le Code exige du policier qu'il s'identifie alors qu'une personne lui en fait la demande. Certes, le comportement de monsieur Monsanto a probablement irrité l'agente Sauvé, mais le policier est un professionnel formé à réagir en toutes circonstances en gardant le contrôle de lui-même<sup>41</sup>. Il est aussi assujetti à des normes élevées de services à la population et de conscience professionnelle<sup>42</sup>. Ici, la preuve non contredite démontre que Monsieur Monsanto a demandé à trois reprises à l'agente Sauvé de lui fournir son numéro de matricule, ce qu'elle a refusé de faire. Elle le concède d'ailleurs, lors de son témoignage.

[59] Rappelons que la Commissaire n'a pas à prouver que la conduite de l'agente était empreinte de malice, de mauvaise foi ou d'un manque flagrant de jugement. La faute reprochée en l'espèce ne requiert pas non plus la preuve d'une quelconque intention de la part de l'agente Sauvé, qui aurait certes pu donner son numéro de matricule et tenter par la suite de poursuivre l'échange avec monsieur Monsanto. Elle n'aurait alors commis aucune faute déontologique.

---

<sup>40</sup> Pièce C-3.

<sup>41</sup> *Commissaire à la déontologie policière c. Robitaille*, 2001 CanLII 27855 (QC TADP).

<sup>42</sup> Art. 3 du Code.

- [60] **POUR CES MOTIFS**, le Tribunal **DÉCIDE** :
- [61] **QUE** l'agente **KIM SAUVÉ** n'a pas dérogé à l'article **5** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (en posant des actes fondés sur la race et la couleur de monsieur Pierre Marcel Monsanto) ;
- [62] **QUE** l'agente **KIM SAUVÉ** n'a pas dérogé à l'article **6** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (en menaçant ou intimidant monsieur Pierre Marcel Monsanto) ;
- [63] **QUE** l'agente **KIM SAUVÉ** a dérogé à l'article **5** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (en omettant ou refusant de s'identifier auprès de monsieur Pierre Marcel Monsanto).

---

Benoit Mc Mahon

M<sup>e</sup> Fannie Roy  
Desgroseilliers, Roy, Chevrier Avocats  
Procureurs de la Commissaire

M<sup>e</sup> Genesis Diaz  
RBD Avocats s.e.n.c.r.l.,  
Procureurs de la partie policière

Lieu de l'audience : Montréal

Dates de l'audience : 14 et 15 février 2024

**ANNEXE****Citation****C-2022-5377-2**

Le Commissaire à la déontologie policière cite devant le Comité de déontologie policière l'agente Kim Sauvé, matricule 421, membre du Service de police de Terrebonne :

1. Laquelle, à Terrebonne, le ou vers le 31 juillet 2019, alors qu'elle était dans l'exercice de ses fonctions, ne s'est pas comportée de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction en posant des actes fondés sur la race et la couleur de monsieur Pierre Marcel Monsanto, commettant ainsi un acte dérogatoire prévu à l'article **5** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (Chapitre P-13.1, r. 1) ;
2. Laquelle, à Terrebonne, le ou vers le 31 juillet 2019, alors qu'elle était dans l'exercice de ses fonctions, a abusé de son autorité en menaçant ou intimidant monsieur Pierre Marcel Monsanto, commettant ainsi un acte dérogatoire prévu à l'article **6** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (Chapitre P-13.1, r. 1) ;
3. Laquelle, à Terrebonne, le ou vers le 31 juillet 2019, alors qu'elle était dans l'exercice de ses fonctions, ne s'est pas comportée de manière à préserver la confiance et la considération que requiert sa fonction en omettant ou refusant de s'identifier auprès de monsieur Pierre Marcel Monsanto, commettant ainsi un acte dérogatoire prévu à l'article **5** du *Code de déontologie des policiers du Québec* (Chapitre P-13.1, r. 1).